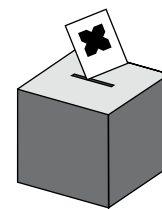


REGARDS

Chamberwahlen  
2018

POLITIQUE CULTURELLE

# Ça plane pour... personne

Luc Caregari

**Le KEP 1.0 est dans la poche, il reste donc juste à le réaliser. Malgré un planning détaillé publié dans la foulée, les programmes des partis peinent à formuler une politique culturelle cohérente.**

Jeudi 27 septembre : la grande salle du Kinneksbond à Mamer est pleine à craquer pour la dernière grand-messe de politique culturelle de la législature « Gambia ». Comme on pouvait s'y attendre, le ministre de la Culture et premier ministre Xavier Bettel n'avait pas fait le déplacement - peut-être que les critiques ouvertes qui lui avaient gâché le Filmpräis lui ont suggéré que c'était mieux d'envoyer son secrétaire d'État Guy Arendt au casse-pipe.

Quoi qu'il en soit, le public n'était pas là pour en découdre avec la politique culturelle du DP, mais pour écouter les conclusions de celui qui sur son profil LinkedIn se nomme lui-même « consultant en ingénierie touristique et culturelle chez Kox », Jo Kox. Le plan d'action concocté par ses soins ne ressemble pas au cafouillage que d'aucuns suspectaient, mais plutôt à l'assemblage des plus hautes ambitions jamais formulées dans l'histoire encore jeune de la politique culturelle grand-ducale. Et bien sûr que toutes ces mesures - présentées sur une frise chronologique correspondant à leur hypothétique réalisation - dépendent non seulement de la

volonté politique du ou des gouvernements à venir, mais il va falloir aussi mettre la main au portefeuille : « Pour réaliser le KEP 1.0, il faudra hausser le budget culturel de 2 à 3 pour cent du budget de l'État et engager au moins une vingtaine de personnes au ministère de la Culture », a prévenu Kox. Une déclaration qui pour lui a un double avantage : primo, elle est bien vraie, et deuxio, elle peut aussi le dédouaner si la réalisation du plan de développement culturel foire - faute de moyens.

Car une chose est sûre : si tous les partis politiques ont trouvé un peu de place pour la culture dans leurs programmes - certains ont même copié-collé le KEP -, rares sont ceux qui prévoient de se donner les moyens de leurs ambitions et d'adopter la totalité des mesures urgentes qui sont contenues dans la feuille de route gouvernementale. Car, n'oublions pas que cette dernière rassemble avant tout des revendications de la scène culturelle, vieilles de plusieurs décennies pour certaines.

Du point de vue du fric, la surprise est de taille en épluchant les programmes électoraux. En effet, le seul parti qui promet de carrément doubler le budget de la culture est... l'ADR. Sinon, il y a le DP qui promet assez curieusement de maintenir le un pour cent du budget de l'État consacré à la culture. Curieux, parce que ce n'est pas le cas actuellement -





© MINISTÈRE DE LA CULTURE

La dernière étape pour le secrétaire d'État Guy Arendt - le KEP est dans la poche.

sauf à considérer que les moyens alloués au Film Fund font partie intégrante du budget culturel ; mais ça, c'est une autre histoire. D'ailleurs les seuls à se positionner sur le budget du Film Fund, ce sont les Verts, qui préconisent une augmentation de ce dernier (sans en proposer une réforme en profondeur qui serait pourtant de mise) - tandis que les Pirates voudraient que les budgets aillent de préférence à des productions luxembourgeoises plutôt qu'à de grandes coproductions internationales qui n'apporteraient rien à la scène locale.

### L'ADR veut doubler le budget culturel

Sinon, dans les financements, ce sont - sans surprise - Déi Lénk qui tapent le plus fort sur la politique existante. Avec eux aux manettes de la culture, fini les constructions semi-privées dans les institutions culturelles : au lieu des fondations de droit privé (comme le Mudam par exemple, ou la planifiée Galerie nationale), des établissements publics. Les conseils d'administration seraient purgés des représentant-e-s du secteur privé et le Freeport serait immédiatement fermé. Ils sont rejoints sur ce point par leurs frères ennemis du KPL, qui se prononcent contre toute privatisation du secteur culturel. Curieusement, la revendication concernant l'abaissement de

la TVA et l'aménagement d'un taux super-réduit pour les productions artistiques ne se retrouve que chez le LSAP et chez les Verts - alors que c'est une des plus vieilles revendications du secteur, sur laquelle le DP a toujours bloqué, invoquant des directives européennes difficiles à contourner, alors que nos voisins belges et français en sont parfaitement capables. Sinon, ce sont les Verts (dont le programme est à 80 pour cent identique au KEP) qui proposent encore des mesures pour encourager le mécénat, en défiscalisant encore plus les dons faits aux institutions.

Dans les chapitres concernant les infrastructures à créer, presque tous les partis ont mis en exergue l'idée de l'« Arts Council », une des mesures phares du KEP et aussi une vieille marotte. Voire une patate chaude, car si tout le monde le veut, personne ne propose d'idées concrètes sur comment le réaliser et surtout quels moyens lui allouer. Par contre, une autre idée qui semble (enfin !) avoir fait son chemin dans presque tous les programmes est la réforme en profondeur du « Kulturpass ». Alors que celui-ci a été presque ignoré pendant les années CSV - il est le fruit d'une initiative privée qui a dû lutter âprement pour être subventionnée -, la majorité des partis veut l'élargir à d'autres couches de la population : que ce soient les jeunes, les étudiant-e-s ou les retraité-e-s, l'accès facilité

à la culture s'est finalement imposé comme une nécessité, voire un remède à la suroffre culturelle qui se solde parfois par des salles vides ou semi-remplies.

Autre signe des temps et pourtant pas aussi positif, le patriotisme semble avoir gagné les idées de politique culturelle des partis. Sans surprise, ce sont Déi Konservativ qui décrochent le grand prix avec la formulation suivante : « Eis patriotesch Kulturpolitik steet am Zeeche vum Lëtzebuerger Nationalwiesen » - ce qui ne veut strictement rien dire, mais est révélateur des autres occurrences nationalistes dans les programmes. Comme l'ADR, qui commence son chapitre avec la nécessité de défendre la culture et les traditions luxembourgeoises. Ou encore le DP, qui rêve d'une « Luxembourg House » consacrée aux mêmes traditions et qui colle la Galerie nationale à son blason. Une idée d'ailleurs seulement défendue par un autre parti, le CSV - ce qui peut être interprété comme un signe de rapprochement supplémentaire entre les deux partis.

Le patriotisme redécouvert semble aussi avoir réveillé les ambitions à l'international. Ainsi, les Verts proposent une « Landesausstellung » luxembourgeoise ; les socialistes, eux, veulent une agence nationale et les Pirates désirent une « marque nationale » pour la culture. De grandes ambitions, si l'on considère l'état des

lieux et les fiascos d'opérations pourtant simples, comme la participation à la Frankfurter Buchmesse.

Heureusement que les politiques pensent aussi un peu aux créateurs/trices de contenus pour toutes ces belles idées. Enfin, certains : ainsi le CSV, les Verts, Déi Lénk et les socialistes veulent réformer le statut d'artiste (dégradé symboliquement par les libéraux sous l'ère du bulldozer Maggy Nagel). Le DP semble satisfait et le thème ne semble pas intéresser les autres partis.

Finalement, et sans surprise, il y a une unanimité qui se retrouve dans tous les programmes : le soutien à Esch 2022 (même Déi Konservativ semblent s'être faits à l'idée du remix culturel). Avec un petit détail pourtant qui diffère. Car seuls le CSV, le LSAP et Déi Lénk mentionnent le hall des soufflantes à Esch-Belval, qui reste sous la menace des promoteurs immobiliers qui n'y voient qu'une juste affaire.

Pour résumer, on pourrait dire que tout le monde aime la culture et les votes du secteur culturel (ainsi que de sa clientèle), mais que personne n'est capable de proposer une vision cohérente et concrète de l'avenir de la politique culturelle.